

Seul le prononcé fait foi



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Allocution
prononcée pour la Session Spéciale de
la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement

Monique Barbut, Directrice générale et Présidente
Fonds pour l'environnement mondial

CMAE-AMCEN

Bamako, Mali, 14 septembre 2011

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très honorée de pouvoir vous rencontrer aujourd'hui lors de cette session spéciale de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement, la CMAE. Je suis Présidente et Directrice du Fonds pour l'Environnement Mondial depuis maintenant cinq ans. J'ai régulièrement soutenu la CMAE parce qu'elle constitue un moment privilégié pour les pays africains afin de discuter de manière stratégique et développer des positions communes sur les grands enjeux du continent comme les changements climatiques.

Nous sommes à 74 jours du début des négociations de Durban et à moins d'un an avant les célébrations de Rio+20. C'est dire si le temps est court lorsqu'on connaît la complexité des arènes internationales. Pour autant, nous avons le potentiel pour faire des progrès remarquables. Et j'espère que le continent africain saura définir une position unie pour peser dans les décisions. L'expérience a toujours montré que l'Afrique pouvait obtenir beaucoup lorsqu'elle était unie et qu'elle faisait valoir ses priorités et ses spécificités.

Soyons francs. Nous avons tous été déçu après Copenhague en 2009. Toutefois, les accords de Cancun de 2010 semblaient présenter des avancées notamment avec la création du Fonds Vert pour le Climat. A l'heure actuelle, un Comité transitoire est à l'œuvre pour concevoir le Fonds Vert dont certains attendent qu'il mobilise 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Je suis toujours favorable à fixer des aspirations et des objectifs ambitieux. Il me semble pour autant important de faire preuve 1) de pragmatisme, 2) de réalisme et 3) de mettre à profit l'architecture financière existante plutôt que de faire miroiter des mécanismes qui ont peu de chances de voir le jour.

Le pragmatisme en premier lieu.

Permettez-moi de m'appuyer sur des chiffres et l'expérience du FEM pour savoir de quoi l'on parle. Le FEM reste à l'heure d'aujourd'hui le Fonds Environnemental le plus important pour le climat, les forêts et d'autres enjeux environnementaux comme la biodiversité, la lutte contre la dégradation des sols et les produits chimiques. Le FEM existe depuis 20 ans et a déboursé 9,5 milliards de dollars attirant 42 milliards de cofinancement pour plus de 2,700 projets dans 165 pays.

Rassurez-vous, je ne suis pas là pour faire la promotion du FEM. Simplement, il est important de se rendre compte que le fonds le plus important sur la planète débourse 300 millions de dollars par an pour aider les pays en voie de développement ou en transition à remplir leurs obligations et mettre en place des projets au titre de l'atténuation des effets du changement climatique. Le FEM administre également deux fonds pour le compte de la Convention Climat avec le fonds pour les PMA et le Fonds Spécial qui financent de l'adaptation. Depuis une dizaine d'années, ces fonds qui sont unanimement appréciés pour leurs résultats ont déboursé 420 millions de dollars soit 42 millions par an, ce qui est faible.

Le fonds le plus récent que nous administrons doit aussi nous faire tirer des leçons de pragmatisme : Il a fallu 10 ans pour que les pays opérationnalisent le Fonds d'Adaptation décidé à Marrakech en 2001.

Par ailleurs, d'autres fonds ont été créés pour s'attaquer aux enjeux du changement climatique sous différents angles : avec les Fonds d'Investissements Climat de la Banque, les fonds dédiés des banques régionales ou des agences bilatérales ou bien encore des fonds logés au sein d'agences des Nations Unies. Plusieurs de ces fonds en sont à leurs débuts en matière de déboursements et demandent encore du temps pour s'installer sur la durée. Mais le pragmatisme voudrait que l'on renforce ce qui marche bien plutôt que de se lancer dans une démarche trop incertaine.

En second lieu, le réalisme. Que nous dit la situation financière internationale ces derniers temps ? A peine une crise financière internationale se termine que l'on voit s'en pointer une nouvelle. Comment imaginer que les pays donateurs pourront faire plus dans les circonstances actuelles ?

Les USA sont le premier bailleur du FEM et des fonds de la banque. L'année dernière, le Congrès n'a approuvé que 90 millions de dollars pour le FEM au lieu des 144 prévus. Pour les Programmes Climat à la Banque, cela a encore été moins.

Les tensions sont telles au niveau du Congrès que toutes les demandes de l'administration qui évoquent les changements climatiques ou